

**RELANCE DU ProCAD AU BÉNIN**

**Une véritable  
révolution  
pour le secteur  
agricole.**

1- La PASciB Fofu, c'est la Plateforme des acteurs de la Société Civile au Bénin qui a pour mission d'assurer la veille et le contrôle citoyen de l'action publique dans le secteur agricole au Bénin...

2- Fofu, Le «Regard citoyen» est là pour vous éclairer !

1- Bonjour Codjo, c'est encore quoi la PASciB dont vous parlez depuis un bon moment ?

2- Donc la sécurité alimentaire est-elle garantie chez nous ?



Ce bulletin est publié par la PASciB, avec l'appui financier de la Banque Mondiale à travers le ProCAD

04 BP 1119 Cotonou Lot : 1657A

Quartier Aïbatin 2, rue opposée à celle de l'hôtel AKWABA

TEL : (229) 21 30 10 89 E-mail : pascib\_benin@yahoo.fr

## SOMMAIRE

Editorial	Page 3
Le ProCAD au Bénin : Un exemple de promotion agricole satisfaisant	Page 4
PPAAO-Bénin : Pour le bien des producteurs	Page 5
Des résultats probants depuis septembre 2012	Page 5
Après la phase expérimentale du ProCAD : Le Coordonnateur exprime sa satisfaction	Page 6
Le PADA en quelques mots	Page 7
Phase additionnelle du PPAAO et du PADA : La nouvelle orientation pour les trois ans	Page 7
Des résultats du PADA	Page 8
Mise en oeuvre du ProcAD au Bénin : Le point du Chargé des Opérations	Page 9
Les composantes et leurs contenues	Page 11
Borgou-Alibori : Que de bénéfices ces relevés !!!!	Page 12
RELANCE DU PROCAD AU BÉNIN : Une véritable révolution pour le secteur agricole	Page 13
Renforcement de capacités : Le personnel de ProCAD à l'école de la GRD et de la Redevabilité	Page 14
Mission d'échange d'expérience sur la dynamique PPAAO-Bénin :	
Une délégation des OSC du Togo à l'école de la PASCiB	Page 16
Entretien avec le président Léopold Iokossou de la poppa	Page 18
Bénéfices du PADA : Joseph KOUTCHIKA exprime sa fierté	Page 19



Aurélien Atidéglá  
Président de la PASCiB

## EDITORIAL

Le ProCAD, est une expérience qu'il fallait inventer. Très sincèrement les acquis avec la première phase nous édifient à plus d'un titre. Et c'est le lieu de remercier toutes les parties prenantes, depuis des bénéficiaires qui ont exprimé leurs besoins en passant par l'État qui a compris l'état des lieux et sollicité des appuis conséquents pour le secteur agricole, pour aboutir aux Partenaires qui se sont engagés pour financer le programme. Nous ne sommes que des accompagnateurs avertis qui avons joué notre rôle de contrôle citoyen de l'action publique dans tout le processus. Et nous pouvons dire sans ambages que du bon chemin a été fait.

Dans l'engagement commun pour la réduction de la pauvreté, nous pensons que ce qui se fait dans le secteur agricole portera un fruit, qui ne sera rien d'autre que le recul de la pauvreté au Bénin. Je m'en voudrais de ne pas remercier la Banque Mondiale pour son appui aussi précieux et les responsables du Pro-CAD pour avoir su conduire la barque avec dextérité.

Et puisque les bénéficiaires ont compris l'enjeu, ils se sont vraiment engagés et les résultats nous ont valu une phase additionnelle. Mon souhait est que plus que par le passé, chaque acteur joue convenablement sa partition pour que nous puissions mériter tous la confiance placée en nous par les Partenaires techniques et financiers. Croyons sincèrement qu'à travers l'agriculture, nous pouvons faire reculer la pauvreté et travaillons y avec le cœur sincère.

La PASCiB s'engage en tout cas à redoubler d'ardeur pour que les faiblesses éventuelles soient relevées et que tous concourent à de résultats probants qui forceront une nouvelle phase dans d'autres secteurs. Je pense que les perspectives sont bonnes et nous pouvons avancer.

# LE ProCAD AU BÉNIN

## Un exemple de promotion agricole satisfaisant

**L**e Programme Cadre d'Appui à la Diversification Agricole (Pro-CAD) a été mis en œuvre depuis plus de cinq ans en République du Bénin. Ce cadre institutionnel créé par le gouvernement du Bénin pour assurer la coordination de tous les projets financés par

la Banque Mondiale au Bénin dans le domaine Agricole a fait des merveilles. Au bilan, des preuves tangibles existent et prouvent à suffire qu'il était utile d'accorder un nouveau financement pour booster l'agriculture en République du Bénin.

De façon claire, le Pro-CAD, est l'enveloppe choisi par le Gouvernement du Bénin et son partenaire, la Banque mondiale pour abriter les Projets que cette dernière finance pour le développement du secteur agricole dans notre pays.

Lancé depuis 2012, le ProCAD a pour objectif de contribuer à la création des conditions nécessaires à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en milieu rural. Sa zone d'intervention

couvre toutes les zones agro-écologiques du territoire national. Plusieurs acteurs sont bénéficiaires de ce programme notamment les producteurs, les transformateurs et tous les autres acteurs des différentes chaînes de valeur.

Au nombre des bénéficiaires il y a tous les acteurs clés dans la production et la diffusion des technologies, incluant entre autres les chercheurs ; les vulgarisateurs ; les services de vulgarisation et services de conseils

agricoles publics et privés ; les instituts de recherche ; les universités, les ONG et agences gouvernementales. Dans sa conception, le ProCAD qui finance deux projets majeurs au Bénin : que sont le Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO Bénin) et le Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA) mérite que les projecteurs fassent la lumière sur ses réalisations afin de rassurer tant les bailleurs que les bénéficiaires actuels et futurs.



# PPAAO-BÉNIN

## Pour le bien des Producteurs

**A**pprouvé le 24 mars 2011, et mis en œuvre depuis mars 2012 au Bénin pour un montant global de 8,4 milliards de FCA, le PPAAO-Bénin est un Programme régional décliné en Projet dans treize des quinze pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Mise en œuvre grâce à la volonté manifeste de la Banque Mondiale d'appuyer la CEDEAO dans la mise en œuvre de sa politique agricole régionale, le PPAAO-Bénin est l'aboutissement au plan national, à travers le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), du Programme Régional d'Investissement

Agricole (PRIA). Il a été conçu par la CEDEAO, dans le but de contribuer à une augmentation durable de la productivité dans les filières prioritaires nationales et régionales et en vue d'apporter un appui à l'intégration régionale. La finalité étant d'agir pour la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest. Cet appui de la

Banque Mondiale rentre dans le cadre de son programme de renforcement de l'intégration régionale qui contribue à l'atteinte des objectifs du Programme Détaillé de Développement Agricole en Afrique (PDDAA). Ce dernier élaboré par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

Le PPAAO-Bénin s'active à établir des liens étroits entre la recherche et la vulgarisation. Partant de ce fait, le PPAAO-Bénin a travaillé au développement des cinq filières prioritaires que sont le maïs, le riz, l'ananas, l'anacarde et le poisson. Il est complémentaire du PADA qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la productivité au champ et de production de la valeur ajoutée post récolte des mêmes filières avec en plus, la filière coton à laquelle il apporte un appui institutionnel.

Après cinq années d'exercice, la première génération du PPAAO-Bénin a été bouclée en mars 2017. Grâce la volonté manifeste de faire de l'agriculture un véritable levier du développement du Bénin, un financement additionnel a été sollicité et la signature de cet accord intervenue en juin 2017 a été ratifié par l'Assemblée nationale en octobre 2017. En janvier 2018, cette phase additionnelle a été officiellement lancée. Ainsi, le Bénin vient de bénéficier d'une phase additionnelle de trois ans pour ce projet.

C'est en effet, à cause des nombreux impacts positifs qu'a eu ce projet auprès des différents bénéficiaires et de toute la population, et fort des améliorations significatives s'écoulant de ce projet en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations que ce nouvel appui intervient.

Le Bénin peut vraiment s'en réjouir. Car, c'est en raison de l'importance des besoins restant encore à satisfaire et la nécessité de maximiser les impacts de la première phase et surtout dans le but de pérenniser les résultats obtenus, que le Bénin a sollicité, à l'instar d'autres pays de la sous-région, un financement additionnel que la Banque Mondiale a accepté d'accorder à travers des allocations nationales de l'IDA. Le montant de ce financement additionnel est de 13,5 milliards de francs CFA, dont 12,004 milliards au titre de la contribution de l'IDA qui, cette fois-ci est un prêt et 1,509 milliards représentant la contrepartie béninoise.

## Des résultats probants depuis septembre 2012

**P**lusieurs prouesses ont été réalisées dans le secteur agricole avec le Programme Cadre d'Appui à la Diversification Agricole (ProCAD). L'un des plus frappants est la production de 44,5 tonnes de semences pré base et de base de maïs et de riz pour satisfaire les besoins en semences des producteurs de semences certifiées pour la campagne agricole 2013-2014. On y ajoute la finalisation en cours des procédures de financement des 20 projets de recherche et de transferts de technologies sélectionnés ; la finalisation en cours des formalités pour le démarrage de la formation de 10 candidats PhD et 10 candidats MSc. La mise en conformité des textes nationaux avec la réglementation 3 et 4 de la CEDEAO ; l'importation de 8 technologies en provenance des pays membres du PPAAO et la définition des domaines et axes de recherche du CNS Maïs avec la participation de 7 pays du

PPAAO sont aussi à l'actif du présent programme. A ces résultats s'ajoute l'aboutissement des négociations avec le CIRAD pour l'accompagnement à l'accréditation du laboratoire du sol eaux environnement de l'INRAB selon les exigences de la norme ISO 17-025.

La cérémonie de lancement officiel du PPAAO/WAAPP-Bénin



# APRÈS LA PHASE EXPÉRIMENTALE DU PROCAD

## Le Coordonnateur exprime sa satisfaction

**L**e Coordonnateur du ProCAD apprécie à sa juste valeur la mise en œuvre du présent programme pour le secteur agricole béninois. En se référant aux besoins de financement du Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN), l'on se convainc de résultats probants. Il regrette seulement le manque de diligence des bénéficiaires à fournir des livrables indispensables à la réalisation de certaines activités.

Monsieur le Coordonnateur, le Bénin vient d'obtenir un nouveau financement pour le ProCAD, quelle impression cela vous donne et pourquoi ce nouvel appui selon-vous ?

C'est une grande satisfaction pour nous en tant que Coordonnateur national du ProCAD. L'obtention de ce financement additionnel est le couronnement des efforts déployés pour la mise en œuvre des interventions du financement initial. C'est également un signe de confiance de la Banque mondiale envers le gouvernement de notre pays.

De combien bénéficie précisément le Bénin avec ce nouvel appui et pour appuyer quelles activités ?

Le financement additionnel porte sur environ 12 milliards de francs CFA pour le Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) et 27 milliards de francs CFA pour le Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA).

Ce nouvel appui de la Banque mondiale est destiné à renforcer et à mettre à l'échelle les acquis du financement initial.

Vous aviez été cheville ouvrière des résultats obtenus, comment cela a-t-il été possible ?

Les deux projets sous ProCAD ont leurs cadres de résultats bien définis sur la base desquels, les PTBA ont été élaborés. La mise en œuvre conséquente des actions programmées et le sens du travail bien fait, ont permis d'aboutir à ces résultats.

Quelles appréciations faites-vous de l'engagement des bénéficiaires et quelles ont été les difficultés majeures rencontrées avec eux ?

Les bénéficiaires sont toujours engagés, ce qui est d'ailleurs normal car le ProCAD a pour vocation de les accompagner.

La difficulté majeure que nous avons avec les bénéficiaires est leur manque

de diligence pour nous fournir des livrables indispensables à la réalisation de certaines activités importantes. C'est le cas par exemple des actes de sécurisation des terrains destinés à accueillir les infrastructures à construire.

Quels conseils prodiguez-vous aux bénéficiaires pour éviter les erreurs ou contreperformances antérieures ?

La proactivité pour accompagner le ProCAD à mieux délivrer ses interventions en jouant pleinement leur partition.

Quelles sont les dispositions que vous entendez prendre pour que les nouveaux financements puissent conduire à de meilleurs résultats ?

Le vrai goulot d'étranglement pour l'atteinte des résultats est d'abord lié à la mise en œuvre du Plan de Passation des Marchés, mais également à une bonne planification attachée à une feuille de route pour l'exécution des actions prévues.

Nous développons chaque fois que cela s'avère nécessaire, des stratégies qui permettent de réduire la durée d'aboutissement des marchés programmés et exigeons de nos collaborateurs des feuilles de route pour l'exécution dans le temps, des actions.

La Plateforme des Acteurs de la Société civile au Bénin (PasciB) a été là comme un veilleur durant le processus, quelle démarche de collaboration comptez-vous mener pour qu'elle ne trouve rien à reprocher ni à la gouvernance, ni à l'utilisation des ressources nouvelles mises à la disposition du Programme ?

Le ProCAD s'est doté dès le début de la phase additionnelle, de manuels de procédures administratives et financières et de manuels d'exécution pour chaque projet sous tutelle, documents validés et approuvés par les structures compétentes. Ces documents sont mis à la disposition des structures qui nous accompagnent dans l'exécution des projets. En dehors de ce que les autorités



de ProCAD veillent au respect rigoureux des procédures, PASCiB assure la veille citoyenne rapprochée qui permet de faire des alertes précoces qui évitent des dérapages.

Êtes-vous suffisamment aguerri pour bien gérer les nouveauxancements ?

Tout à fait. Nous œuvrons inlassablement pour l'atteinte de nos objectifs. Il est clair qu'il n'y a aucune œuvre sans difficultés, nous essayons au fur et à mesure que les problèmes surgissent, de trouver des portes de sortie.

Un tel accompagnement financier du secteur agricole béninois valait-il la peine ? Pourquoi ?

Absolument indispensable. Il n'y a qu'à se référer aux besoins de financement du Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) pour s'en convaincre (près de 1 569 milliards de FCFA sur la période 2017-2021).

A quand peut-on envisager la réduction de la pauvreté au regard du programme que vous coordonnez, sinon quels sont déjà les éléments d'impacts que l'on peut évoquer ?

Les projets sous ProCAD sont quelques unes des initiatives contribuant à la réduction de la pauvreté dans notre pays.

Les impacts de nos deux projets sont déjà visibles dans nos zones d'interventions à travers entre autres l'amélioration substantielle des rendements des spéculations promues, l'adoption de technologies plus innovantes, la constitution d'un pôle de compétences scientifiques dans les métiers de l'agriculture, etc. Cependant, il nous faut conduire des évaluations d'impacts formelles des deux projets pour conforter ces éléments de preuve d'impact.

# LE PADA EN QUELQUES MOTS

**P**ADA est le **Projet d'Appui à la Diversification Agricole**. C'est l'un des Projets du Programme Cadre d'Appui à la Diversification initié par le Bénin pour lever les contraintes au développement des principales chaînes de valeur ciblées, notamment le riz, l'anacarde, l'ananas et l'aquaculture.

Ce projet apporte également des appuis transversaux au développement de la culture irriguée, à la mise en place des mécanismes pérennes d'accès aux intrants et au financement dans le secteur agricole, et au renforcement des capacités institutionnelles du ministère de l'agriculture. Tout comme le PPAO-Bénin, il est l'un des projets financés par la Banque Mondiale pour appuyer le développement du Bénin à travers son secteur agricole. Il a été

approuvé le 22 mars 2011 et est entré en vigueur le 15 mars 2012. Sa mise en œuvre a porté sur cinq ans. Son coût global de financement a été de 28 milliards de francs CFA.

Mis en place pour contribuer à la restauration et à l'amélioration de la productivité aux champs et de la valeur ajoutée post-récolte des chaînes de valeur riz, maïs, aquaculture, ananas et anacarde, le PADA a été pour créer les conditions favorables à l'adoption des technologies améliorées pour accroître la production des filières ciblées ; accroître l'offre d'infrastructures et l'équipement d'irrigation et de marché répondant aux normes pour l'intensification.

Le PADA a été aussi mis en œuvre pour créer les conditions favorables à l'amélioration de l'offre de services financiers et de la demande de crédits et assurer une exécution efficace au programme sectoriel. Pour faciliter sa mise en œuvre, le projet a été décliné en quatre composantes. La première a pris en compte l'adoption des technologies améliorées et la restauration de la productivité, la deuxième a ciblé le développement /réhabilitation des infrastructures d'irrigation et de mise en marché. Par la troisième composante, le PADA a assuré la coordination des chaînes de valeurs et financement agricole. Enfin la dernière composante s'est occupée de la coordination du programme sectoriel et gestion du projet.

## PHASE ADDITIONNELLE DU PPAO ET DU PADA

### La nouvelle orientation pour les trois ans

**L**e financement additionnel obtenu par le Bénin, permettra de contribuer à l'accroissement de façon efficace et durable de la productivité des spéculations prioritaires au Bénin et en Afrique de l'Ouest.

De façon spécifique non seulement plus de vingt nouvelles technologies de production et de transformation agricoles générées par le PPAO initial seront diffusées mais aussi il est attendu un accroissement du niveau d'adoption des technologies par plus de 500 000 producteurs et transformateurs sur une superficie de plus de 600 000 hectares. A cela s'ajoute l'assurance de la

sécurité alimentaire et la réduction du niveau de la pauvreté et l'assistance technique et financière au Centre National de Spécialisation (CNS) pour son évolution vers un Centre Régional d'Excellence (CRE).

Ainsi, la consolidation des acquis de la première phase du Projet à travers la diffusion à grande échelle des technologies générées reste-t-il le principal défi du PPAO-Bénin pour les trois prochaines années.

A terme, le Bénin aura à développer le marché régional des semences et technologies améliorées ; transformer le Centre National de Spécialisation

en Centre Régional d'Excellence pour la recherche agricole sur le maïs et réduire la vulnérabilité de notre pays à l'insécurité alimentaire. Le projet favorisera aussi le renforcement du plan d'action national pour l'adaptation aux changements climatiques et l'amélioration de la diffusion et de l'adoption des nouvelles technologies.

Enfin, de nombreux emplois avec des revenus considérables seront les résultats finaux de la mise en œuvre de cette phase additionnelle du PPAO Bénin.



## Des résultats du PADA

Ce projet à son lancement a ambitionné la restauration des moyens de production des ménages dans les zones sinistrées suite à l'inondation ; le développement des résultats de recherche adaptative et les activités de démonstration et de vulgarisation de technologies et leur mise à disposition aux acteurs /producteurs des filières ciblées. Il devrait aussi assurer l'aménagement et la réhabilitation des périmètres à maîtrise partielle et totale de même que la réhabilitation des infrastructures de marchés. Les institutions de coordination et de gestion des chaînes de valeurs devront être mises en places et /ou renforcées.

A cela s'ajoute l'amélioration de la connaissance du secteur agricole par les institutions de financement. Enfin PADA a ciblé comme résultat le renforcement des capacités du MAEP à coordonner la mise en œuvre du PSRSA et du PNIA.

Tout comme le PPAO-Bénin, la phase initiale du PADA est arrivée à expiration en juin 2017. Et plusieurs objectifs ont été atteints. Et comme tout ne peut pas s'achever en si bon chemin, malgré les résultats obtenus sur le terrain, le PADA a également bénéficié d'un prolongement de la durée d'exécution et d'un financement additionnel. Pour quatre ans, le financement additionnel que le Bénin a pu négocier avec ses partenaires est de 27 484 598 300 F CFA sur un coût global du Projet estimé à 35 711 610 994 F CFA.

La différence Représente un don de l'Association Internationale de Développement (AID) de la Banque mondiale. Dans sa nouvelle phase, le PADA ambitionne amplifier les réalisations de la première phase en amenant surtout le secteur agricole à l'adoption à grande échelle des technologies améliorées de production, de la gestion post récolte, de la transformation et de la conservation.

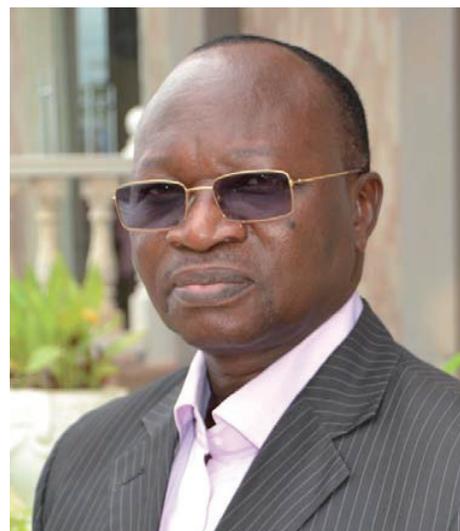
Ce financement complémentaire obtenu s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement agricole et du Plan stratégique de développement du **secteur agricole (PSDSA, 2017-2025)**.



# MISE EN ŒUVRE DU PROCAD AU BÉNIN

## Le point du Chargé des Opérations

**A**près la première phase de la mise en œuvre du Programme, le chargé des opérations fait le point et exprime une satisfaction par rapport au comportement des bénéficiaires. C'est donc à juste titre qu'un appui additionnel est accordé et cela pourra produire selon lui plus de résultats.



Monsieur le Chargé des opérations, quelles ont été les projets concrètement financés par le ProCAD ?

Le ProCAD est le cadre de coordination des financements de la Banque mondiale dans le secteur agricole. Il a sous son portefeuille deux projets que sont le Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA) et le Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO). Après la phase initiale qui a duré cinq ans, les deux projets viennent de bénéficier d'un financement additionnel pour la consolidation des acquis de cette phase.

Quels sont les réalisations tangibles à l'actif de ce programme aujourd'hui ?

S'agissant du Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA), les niveaux de réalisation des indicateurs par rapport à ses objectifs de développement sont entre autres les suivants :

- i) le nombre de bénéficiaires directs du projet au 31 Août 2018 est de 235 632 (55 432 bénéficiaires dont 25 679 femmes soit 47,18 % pendant le financement additionnel), contre une cible en 2021 de 250 000 ;
- ii) la quantité de produits transformés est de 191 410 Tonnes (Riz : 61 370 Tonnes ; Anacarde : 9 640 Tonnes ; Ananas : 120 400 Tonnes) au 15 Août 2018 contre une prévision de 240 000 Tonnes en 2021 ;
- iii) la quantité exportée d'ananas

et d'anacarde de la zone du projet est de 216 460 Tonnes (Anacarde : 142 460 Tonnes ; Ananas : 74 000 Tonnes) contre une cible à fin décembre 2021 de 350 000 Tonnes ;

- iv) la productivité (rendements) est de 6,5 T/Ha pour le poisson, 2,2 T/Ha pour le maïs, 4,53 T/Ha pour le riz, 0,62 T/Ha pour l'anacarde et 59, 576/Ha pour l'ananas contre respectivement des cibles pour 2021 de 6 T/Ha pour le poisson, 3T/Ha pour le maïs, 6T/Ha pour le riz, et 0,8 T/Ha pour l'anacarde et 70 T/Ha pour l'ananas.
- iii) le nombre de producteurs/entreprises agro-alimentaires ayant adopté les technologies améliorées mises à disposition dans le cadre du Projet est de 220 442 contre une cible en 2019 de 500.000.

le nombre de technologies générées par le Projet avec au moins une augmentation de 15% de productivité pendant le contrôle est de 16 contre une prévision de 20 en 2019 ;

Le Projet a offert 117 bourses (26 bourses de doctorat et 91 bourses de Master 2) de formation diplômante dans les métiers de l'agriculture aux étudiants. Il a aussi construit le nouveau bâtiment du Laboratoire des Sciences du Sol, Eau et environnement de l'INRAB. L'équipement du laboratoire est en cours d'acquisition.

En qualité de chargé des opérations, est-ce que les bénéficiaires ont satisfait les attentes du programme en ce qui concerne les résultats à atteindre ?

Vu les niveaux de réalisation des résultats de nos projets, nous sommes en bonne voie de réalisation de nos objectifs en ce qui concerne nos bénéficiaires. Cependant, pour la consolidation de nos acquis, nous avons besoin que les bénéficiaires soient plus proactives dans la libération de leur contrepartie particulièrement en matière de mise à disposition des actes de sécurisation des terres devant accueillir des infrastructures de nos Projets.

Sur la prise en compte du genre dans le projet, 38, 99% des bénéficiaires sont des femmes contre une cible à fin 2021 de 40%. Outre ces réalisations, le PADA a : construit, réceptionné et mis à la disposition des producteurs 98 magasins pour le stockage du riz, de l'anacarde et des intrants. Il a financé 124 promoteurs de microprojets dans les filières ananas, riz, poisson et anacarde pour un montant de 1 519 891 961 FCFA. Le PADA a aussi accompagné et soutenu la création de l'Association Interprofessionnelle de l'Ananas du Bénin (AIA-B) et l'Interprofession de la Filière Anacarde du Bénin (IFA-B).

Pour le PPAAO, les niveaux de réalisation des indicateurs par rapport à ses objectifs de développement sont entre autres les suivants :

- i) le nombre de bénéficiaires directs du projet au 31 Août 2018 est de 435 890 contre une cible en 2019 de 900 000 ;

Les financements mis à la disposition des bénéficiaires étaient-ils suffisants ?

Les projets sous ProCAD ont pour vocation d'accompagner les bénéficiaires et ainsi contribuer à l'amélioration de la production agricole nationale. Les besoins sont immenses et nous n'avons ni les capacités ni la prétention de les couvrir intégralement.

Comment entendez-vous répartir les nouveaux financements pour que l'objectif du recul de la pauvreté attaché à ce programme puisse connaître un début de réalité ?

Nous sommes actuellement dans une phase additionnelle pour chacun de nos deux projets et l'objectif est la consolidation des acquis et leur mise à l'échelle. L'accord de financement a prévu au vu des résultats du financement initial, les domaines stratégiques de financement au titre du financement additionnel. Il s'agit essentiellement de renforcer la disponibilité de semence de qualité (rejets d'ananas, plants greffés

d'anacarde, etc.), de renforcer les infrastructures de production et de mise en marché, de renforcer les interprofessions et de faciliter l'accès au financement.

Avez-vous l'assurance que d'ici à quelques années, les bénéficiaires des différents projets sortiront la tête de la catégorie des véritables pauvres ?

C'est la raison d'être de nos interventions et pour les spéculations que nous encadrons, des améliorations nettes sont constatées aux plans de la productivité, de la transformation et même de la commercialisation.

Comment faire pour ne pas rater les échéances futures ?

Une bonne planification couplée à un suivi dynamique de nos interventions avec l'appui de nos différents partenaires dont la PASCiB est l'une des clés de la réussite de nos projets. Il est indispensable de développer des stratégies pour un bon suivi et une mise en œuvre conséquente du

Plan de Passation des Marchés, et aussi l'établissement de feuilles de routes pour l'exécution des actions programmées dans le temps imparti.

La veille citoyenne que joue la Plateforme des acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) auprès de vous est-elle bénéfique ou négative ? Pourquoi ?

La veille citoyenne joue un rôle très utile à travers les actions qu'elle mène auprès du ProCAD ceci, dans le but d'améliorer nos performances qualitativement et quantitativement. L'action de la PASCiB auprès du ProCAD est positive. Grâce à elle, nous pouvons avoir des alertes précoces pour réajuster rapidement nos interventions.

Comment entendez-vous mieux collaborer avec elle pour les actions futures ?

La collaboration est très bonne actuellement, il s'agira de maintenir le cap.

Le ministre de l'agriculture (au milieu) entouré du représentant de la Banque mondiale (à gauche du ministre) et du coordonnateur du ProCAD (à sa droite)



# LES COMPOSANTES ET LEURS CONTENUES

**L**e Projet PPAO-Bénin s'articule autour des quatre composantes que sont : la création des conditions favorables pour la production, la diffusion et l'adoption des technologies agricoles ; le renforcement des Centres nationaux de spécialisation /renforcement du système de recherche. Cette dernière visant à soutenir le plan d'action pour transformer le Centre National de Spécialisation en Centre Régional d'Excellence pour la recherche agricole sur le maïs ; le financement à la demande du Développement et de l'Adoption des Technologies et enfin la coordination, gestion, suivi et évaluation du projet.

Avec la première composante qui est la création des conditions favorables pour la production, la diffusion et l'adoption des technologies agricoles il sera question pour le Bénin de renforcer les mécanismes institutionnels et créer un environnement favorable à travers des ateliers, des voyages d'études et des services de consultation pour permettre aux pays membres de la CEDEAO de bénéficier et d'adopter les technologies et outils générés d'une part et d'élaborer à travers le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement (CORAF), des stratégies régionales et nationales qui intègrent les problèmes liés aux changements climatiques, à la sécurité sanitaire et nutritionnelle des aliments et à l'emploi des jeunes d'autre part.

La deuxième composante qui touche au renforcement des Centres nationaux de spécialisation/ Renforcement du système de recherche vise à soutenir le plan d'action pour transformer le Centre National de Spécialisation en

Centre Régional d'Excellence pour la recherche agricole sur le maïs. Du coup, le Bénin dispose enfin des moyens pour financer la construction et/ou la réhabilitation des installations de base, tels que les laboratoires, bâtiments et champs expérimentaux de même que la fourniture d'équipements.

Cette phase additionnelle assurera également le renforcement des capacités des chercheurs, ainsi que la facilitation de partenariats régionaux et internationaux. Enfin, le financement de la mise en œuvre des activités de recherche pour évaluer les technologies disponibles à l'intérieur et/ou à l'extérieur du territoire de chaque pays participant sera une réalité.

La troisième composante prend en compte le financement à la demande du Développement et de l'Adoption des Technologies.

Au cours des trois ans, le projet apportera un appui dans le domaine de l'assistance technique et de

la mise à disposition de ressources financières pour la poursuite de l'opérationnalisation du Système Régional de subventions à la Recherche Agricole Compétitive (CARGS) géré par le CORAF et les systèmes nationaux (CARG) dans chaque pays bénéficiaire. Les équipes de recherches adaptatives et les organismes de vulgarisation privés ou publics pourront disposer de financements. Les technologies générées seront non seulement intensifiées mais aussi, leur diffusion seront accélérées en vue de leur adoption, en particulier pour les chaînes de valeur stratégiques (riz, manioc, viande/bétail, fruits et légumes, aquaculture). Les échanges d'informations sur les semences en Afrique de l'Ouest en collaboration avec le CORAF connaîtront une modernisation sans oublier le soutien qui sera apporté aux acteurs concernés le long des chaînes d'approvisionnement. Enfin, dans cette composante, le projet permettra la mise à niveau de toutes les stations publiques de recherche, les installations de stockage et la fourniture d'équipements supplémentaires de Laboratoires de semences.

La dernière composante du projet qu'est la composante 4 intitulée «Coordination, gestion, suivi et évaluation du projet» vise essentiellement d'une part la mise en place d'un système efficace de coordination, de gestion, de suivi-évaluation au niveau national pour le Projet et au niveau régional pour le Programme et d'autre part le renforcement des ressources humaines et matérielles du projet pour une efficacité et une efficacité dans sa mise en œuvre.



# Témoignage de Juste Amanoudo, Coordonnateur anacarde Borgou-Alibori



## Que de bénéfices relevés !!!

sont le renforcement des capacités, les formations, les appuis en termes de ventes groupées, la production d'anacarde et le label de production.

En dehors de cet appui, l'Urpa, à travers la Fenapab a elle-même soumissionné pour la première phase des appels à candidature lancé par le ProCAD. Nous avons eu à décrocher un financement pour l'accompagnement de la vente groupée dans les coopératives. Il s'agit d'un accompagnement qui a servi à acheter les balances pour la pesée des noix étant donné que les producteurs sont quelques fois grugés par certains acheteurs qui trafiquent les balances pour ne pas laisser afficher les poids réels. Ces balances ont donc permis aux producteurs de mettre un frein à cette pratique qui ne les avantage guère.

Un autre avantage tiré du ProCAD est la mise à disposition de motos tricycles pour regrouper les produits en un lieu et les rapprocher du magasin central pour pouvoir faire les ventes.

Nous avons également bénéficié des renforcements des capacités dans le domaine de la vie associative et la vente groupée, la traçabilité et la

qualité des noix de cajou. Pour la phase additionnelle qui vient de commencer, je note que la Fenapab bénéficiera d'un certain nombre d'appuis en personnel notamment en conseillers, comptables, secrétaires de bureau et d'un chargé de suivi-évaluation. Tout comme dans la première phase, nous avons tout récemment postulé pour des appels à projets lancés. Nous avons soumissionné avec un nouveau projet qui prend en compte l'équipement pour la qualité des noix de cajou. Nous avons besoin, pour chaque coopérative membre, des kits de K.O.R qui est un matériel qui permet de mesurer le taux humidité de la noix de cajou car les acheteurs au niveau des usines deviennent de plus en plus exigeant là-dessus. Aussi, les humidimètres sont-elles nécessaires pour connaître le taux exact d'humidité des produits mis en vente car il existe un seuil à ne pas franchir au niveau des usines. D'autres besoins des productions ont été insérés dans l'appel à projet. Le volet formation n'a pas été occulté surtout en ce qui concerne la gestion des revenus des producteurs. Tout cela nous reconforte et nous pensons pouvoir en tirer meilleur profit.

**A**u nombre des bénéfices obtenus du ProCAD, Monsieur Juste Amanoudo, Ingénieur Agronome et Coordonnateur de l'Union Régionale des Producteurs d'Anacarde du Borgou-Alibori livre quelques détails.

L'Union Régionale des Producteurs d'Anacarde (Urpa) du Borgou-Alibori est une structure membre de la Fédération Nationale des Producteurs d'Anacarde du Bénin (Fenapab). A travers le partenariat de cette Fédération avec le ProCAD, l'Urpa Borgou-Alibori a eu à bénéficier, au titre de la phase initiale du Pada, d'un accompagnement technique pour renforcer notre personnel technique. Ainsi, Pada nous a dotés de conseillers agricoles, de secrétaire de bureau et de comptable. Ces agents nous ont aidés dans les activités courantes que



# RELANCE DU PROCAD AU BÉNIN

## Une véritable révolution pour le secteur agricole



**Le PROCAD est relancé avec plus de 40 milliards de franc CFA que le Bénin obtient pour le financement de son secteur agricole pour l'horizon 2021. Les projets PPAO et le PADA bénéficient respectivement de 13,5 milliards de francs CFA et de 27 484 598 300 F CFA comme financements additionnels pour plus de résultats.**

Le financement additionnel de 13,5 milliards de francs CFA permettra au cours des trois prochaines années, de consolider les acquis de la première phase du projet PPAO à travers la diffusion et l'adoption à grande échelle des technologies, et de contribuer à la mise en œuvre du volet agricole du Programme d'Action du Gouvernement, en intensifiant les actions sur les cultures comme l'ananas, l'anacarde, le riz, le maïs, ainsi que le poisson. Avec la phase additionnelle, le PPAO-Bénin s'ouvrira à d'autres spéculations comme les cultures maraichères, la volaille et les petits ruminants, en même temps qu'il travaillera à l'amélioration des conditions nutritionnelles de nos populations, en partenariat avec le secteur privé.

Alors que la phase initiale du PADA qui a démarré en 2012 a permis, entre autres, au Bénin d'atteindre plus de 158 000 bénéficiaires directs du projet induisant ainsi la hausse des revenus ruraux ; de porter la production à l'hectare de noix de cajou de 0,45

tonne au début du projet à 0,6 tonne ; de porter la production à l'hectare d'ananas de 50 tonnes au début du projet à 57,4 tonnes; d'accroître la production de poissons de 2,8 tonnes à l'hectare au début du projet à 4,5 tonnes/ha et de mieux positionner sur le marché international sa noix de cajou et son ananas, la seconde phase du projet, pour sa part, ambitionne surtout la capitalisation de tous les acquis de la phase initiale. Cette phase veut aussi amener le secteur agricole à l'adoption dans une grande proportion, des technologies améliorées de production, de post-récolte, de transformation et d'entreposage. Ainsi, le financement additionnel de 27,4 milliards de francs CFA, permettra de promouvoir et d'améliorer la productivité et la valeur ajoutée en ce qui concerne les spéculations ciblées et orientées vers la sécurité alimentaire.

Cela améliorera les chaînes de valeur orientées vers l'exportation

et développera des systèmes de multiplication des semences de riz, de maïs, des alevins de poisson-chat et de tilapia, des plants d'anacardiens et des rejets d'ananas. Au cours de sa mise en œuvre pendant les cinq dernières années, le PPAO-Bénin de par les objectifs qui lui ont été assignés, grâce au financement de 8,4 milliards de francs CFA a œuvré pour le développement des filières.

Le maïs, le riz, l'ananas, l'anacarde et le poisson ont été pris en compte. L'on ne saurait oublier le développement des technologies agricoles améliorées, telles que le Cuiseur à vapeur de d'une pâte à base de Maïs « Ablo » cuite au bain mari, le Kit d'étuvage de riz, le rouleur calibreur, le bloc multi nutritionnel densifié pour l'alimentation du bétail. Les cultures d'ananas et de maïs sur films polyéthylènes, la production d'alevins mono sexes de Tilapia son aussi à son actifs. Il est fort à parier que dans les trois années à venir, d'autres prouesses seront inscrites au nombre des réalisations du ProCAD.

# RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

## Le personnel de ProCAD à l'école de la GRD et de la Redevabilité

**D**ans le cadre de la mise en œuvre du PTBA de la PASCiB pour le compte du ProCAD, le Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA) à travers le financement additionnel a permis à la PASCiB d'organiser de deux vagues de formation sur la Gestion Axée sur le Résultat de Développement (GRD) au profit du personnel (cadres et agents) du ProCAD. Ces formations se sont respectivement tenu les 24 et 25 puis les 26 et 27 avril 2018 à l'hôtel Bel-Azur de Grand-Popo.



Vue du présidium à l'ouverture des travaux de la vague 2 (à gauche Mr OLIYIDE CO/ProCAD représentant le Coordonnateur et à droite le Président PASCiB

Désormais, le personnel du ProCAD est sensibilisé sur le contenu de la Gestion Axée sur le Résultat de Développement

(GRD) et surtout sur la notion de redevabilité qui lui permettra de conduire ses différentes activités avec efficacité et efficience. C'est grâce à une formation organisé à leur intention par la Plateforme des Organisations de la Société civile au Bénin (PASCiB).

Le contexte de l'organisation de ces formations selon les responsables de la PASCiB est que la gouvernance économique des administrations publiques modernes exige une approche qui privilégie la performance dans les domaines de la gestion stratégique, la planification et le suivi-évaluation. Et dans ce sens, depuis 2000, des réformes ont été mises en œuvre pour harmoniser le cadre des finances publiques au sein de l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En accompagnement

à ces réformes et afin de mesurer l'efficacité des dépenses publiques, le Gouvernement du Bénin a opté pour la programmation pluriannuelle, et surtout le budget programme.

Le Programme Cadre de Diversification Agricole (ProCAD) étant un programme qui obéit à la programmation pluriannuelle, c'est bien à propos que ses cadres doivent être mi au fait des informations actuelles nécessaires. Le Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA-FA) pour les prochaines années vise à appuyer l'adoption à grande échelle des technologies améliorées déjà expérimentées au cours de la phase initiale et qui ont donné de très bons résultats en termes d'amélioration de la productivité et des revenus agricoles des bénéficiaires pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une part et le développement des chaînes de valeur orientées vers l'exportation d'autre part.

Compte tenu de l'importance accordée au secteur agricole par le gouvernement il est indispensable que les acteurs des projets et programmes du secteur bénéficient de la rigueur et des acquis en matière de l'approche GRD. Les responsables du ProCAD et de la PASCiB reconnaissent l'approche de la Gestion Axée sur les Résultats de Développement (GRD) qui privilégie la performance dans les domaines du leadership, de la planification, de la budgétisation, la mise en œuvre, le suivi-évaluation et surtout la redevabilité. C'est dans cette logique, que la PASCiB en collaboration avec l'UGP du ProCAD a retenu dans son PTAB 2018 l'organisation d'un atelier de formation du personnel de ProCAD sur la GRD et la Redevabilité.

Les objectifs des dirigeants ont été entre autres d'améliorer les connaissances théoriques et pratiques des cadres du ProCAD sur la GRD, avec un accent particulier sur le leadership et la redevabilité ; et accroître les performances individuelles et collectives des participants dans la production des résultats du ProCAD. Il s'agit ici notamment de l'adoption à grande échelle des technologies améliorées déjà expérimentées au cours de la phase initiale et qui ont donné de très bons résultats en termes d'amélioration de la productivité et des revenus agricoles des bénéficiaires, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une part et le développement des chaînes de valeur orientées vers l'exportation d'autre part.

Au terme des deux formations, les participants ont désormais une bonne connaissance des principes et outils de la GRD pour les intégrer dans le pilotage du ProCAD ; ils comprennent l'importance du leadership et de la redevabilité pour la production des résultats de développement ; et pourront aussi s'approprier l'approche par les résultats rapides (ARR) comme une application pratique de la GRD.

#### Un bon paquet

Il est à préciser que la formation a été réalisée avec l'équipe des experts de la PASCiB conduite par son Président, M. Aurélien Atidégla, formateur, expert international en matière de GRD et de redevabilité. De façon technique et général, la méthodologie adoptée durant la formation a été très participative, inclusive, inductive et responsabilisante avec l'utilisation des techniques de visualisation. Concrètement cinq modules ont meublé la formation suivis par les participants.

Il s'agit d'abord de l'introduction à la GRD où l'origine, l'historique et l'agenda international ; ensuite, l'appropriation des concepts, principes et piliers de la GRD ; puis la mise en œuvre de la GRD à travers les six piliers ; le leadership et redevabilité pour les résultats ; et enfin, l'application pratique de la GRD à travers l'approche par les résultats rapides (ARR).

Au terme de la formation, les participants sont en mesure désormais d'expliquer l'évolution historique de l'approche de gestion des projets et citer les préoccupations qui sont à l'origine de cette évolution. Ils sont également capables de citer les éléments clés de l'agenda international pour les résultats et justifier le passage de l'approche Gestion de Projets par Objectifs (GPO)/MCL (Matrice de Cadre Logique) traditionnelle à la GRD.

Les participants sont davantage capables de définir les concepts clés de la Gestion axée sur les Résultats ainsi que les différents types de résultats, Indicateur, chaîne de résultats, cadre logique axé sur les résultats, etc. Ils sont enfin capables de formuler correctement des résultats et indicateurs et expliquer l'analyse causale. L'atelier de formation du Personnel de Pro-CAD sur la GRD et la Redevabilité a donc atteint ses objectifs. Même l'évaluation finale a révélé une bonne satisfaction de tous les participants qui ont désormais une bonne connaissance des principes et outils de la GRD et sont à même de les intégrer dans le pilotage du ProCAD.

Ils attendent de leurs responsables entre autres, d'analyser la faisabilité financière et opérationnelle de la formation dans le format de formation continue payante. Que les responsables prévoient une suite pour cette formation et d'autres sessions de formation pour approfondir certaines notions. Et surtout qu'ils organisent au moins une formation de recyclage par an.



Vues séquentielles du déroulement vague 1 à gauche ...



et vague 2 à droite

# MISSION D'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCE SUR LA DYNAMIQUE PPAAO-BÉNIN

## Une délégation des OSC du Togo à l'école de la PASCiB

**D**ans sa volonté de faire de son secteur agricole un levier important pour le développement et le rayonnement de son économie, le Bénin depuis 2011, a innové avec l'adoption et la mise en place du cadre institutionnel du secteur agricole au sein duquel les acteurs de la société civile sont bien représentés par le biais de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB). La mise en place de ce cadre institutionnel dans le secteur agricole est l'aboutissement d'une longue lutte entamée par la PASCiB depuis 2006 et qui lui a permis d'être fortement impliqué dans le suivi de plusieurs programmes et projets dont le PPAAO-Bénin. Cette expérience a été partagée avec la société civile du Togo voisin.

Bien que présent dans plusieurs pays ouest africains, les résultats obtenus par le PPAAO-Bénin, qui vient d'obtenir un financement additionnel, n'ont pas laissé indifférents les autres pays africains. Consciente du rôle de plaidoyer et de veille permanente qu'ont joué les OSC du Bénin dans la bonne gestion des programmes et projets de développement, la Coordination pour le Suivi Évaluation par la Société Civile (COSESC) du Togo a diligenté au Bénin une mission d'échange d'expériences sur la dynamique PPAAOBénin et le rôle de la PASCiB. La partie togolaise a saisi cette occasion pour apprendre sur les bonnes pratiques pour une meilleure mise en œuvre du PPAAO au Togo avec l'exercice plein et efficace du rôle idoine à la société civile.

En effet, pendant cinq ans, la phase initiale du PPAAO-Bénin a permis d'engranger plusieurs acquis par le truchement de plusieurs sous-projets de recherche ainsi que les activités de transfert de technologie et de renforcement de capacité techniques et opérationnelles de diverses structures notamment celles de la recherche. La mise en œuvre de cette phase initiale a obéi à une gestion participative et inclusive telle qu'instituée par le cadre institutionnel du secteur agricole.

Pour atteindre les résultats probants au terme de la phase initiale, la Société Civile représentée par la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), forte du rôle à lui conféré par le cadre institutionnel du secteur agricole, a gardé la veille citoyenne pour un respect minimum des obligations de redevabilité. À cet égard, une attention particulière a été accordée au respect

des engagements des différentes parties prenantes et à la qualité des résultats produits à travers l'exercice du contrôle citoyen de l'action publique.

Cet acquis a fait tache d'huile, au point où les autres pays de la sous-région bénéficiaires du PPAAO ont voulu en savoir plus sur l'expérience du Bénin. C'est le cas du Togo où les acteurs de la société civile, à travers la COSESC ont décidé de venir à l'école du Bénin et de la PASCiB en particulier. Ainsi, du lundi 19 au vendredi 23 mars 2018, une délégation de la COSESC Togo, en partenariat avec le PPAAO-Togo, est venue apprendre de l'expérience du Bénin sur les interventions du PPAAO-Bénin et du rôle des acteurs de la société civile dans ce projet.

Composée des représentants du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche du Togo (partie étatique), des représentants des projets PPAAO-Togo et PASA (homologue PADA-Bénin) et des représentants des OSC membres de COSESC, la mission togolaise a été essentiellement focalisée sur quatre départements du Bénin que sont les départements de l'Atlantique, du Littoral,

de l'Ouémé et du Plateau. L'objectif de cette mission sollicitée a été de faciliter la réalisation d'une visite d'échange d'expérience de la COSESC Togo sur les acquis du PPAAO-Bénin et de faciliter les rencontres et séances avec les groupes cibles.

Conformément à l'agenda conçu pour la mission, la délégation a démarré les activités par une réunion avec les acteurs de la PASCiB. Les échanges, qui se sont déroulées au siège de l'institution ont été conduites par le Président de la PASCiB Aurélien Comlan Atidéglà qui était pour la circonstance entouré de son staff. Au cours de cette rencontre sept préoccupations ont été abordées et ont trait à la présentation de la PASCiB et son fonctionnement ; à la collaboration de la PASCiB avec les décideurs politiques ; aux différents projets mises en œuvre et les différents partenaires de la PASCiB ; à l'ensemble des activités liées aux projets ; aux moyens d'action de la PASCiB dans une situation de non projet. La différence entre la PASCiB et la Maison de la société civile et à la maîtrise ou non de l'accord de Partenariat des OSC pour l'efficacité au développement (POED) par tous les pays ont aussi meublé les échanges.



Après cette première étape, la délégation a eu droit à une visite et une séance de travail au ProCAD et au PPAO-Bénin. Cette séance qui a connu la participation effective du Coordonnateur du ProCAD qui, à l'occasion a mobilisé les chefs projets PPAO-Bénin et PADA avec certains cadres et collaborateurs, a permis aux hôtes de comprendre la collaboration du Programme avec la PASCiB et les retombées très positives de cette collaboration sur les résultats. A cet égard, le Coordonnateur du ProCAD a précisé qu'au-delà du contrôle citoyen de l'action publique, la PASCiB fait beaucoup de choses pour appuyer le ProCAD en termes de conseil, plaidoyer, visibilité, intermédiation.

### **D'autres étapes intéressantes**

La délégation s'est rendue ensuite au Ministre de l'Agriculture où elle a eu une séance d'échange avec les responsables de projets. Un bref exposé sur l'historique de la dynamique actuelle de gestion participative inclusive du secteur agricole amorcée depuis 2006 et qui est devenue une réalité institutionnalisée le 12 octobre 2011 avec l'adoption du cadre institutionnel du secteur agricole fait par le directeur de cabinet du ministre a permis à la partie togolaise de comprendre la contribution active des acteurs non étatiques et particulièrement de la PASCiB surtout en ce qui concerne certaines valeurs facteurs de succès que sont la représentativité et la crédibilité ; la qualité de la représentation ; la disponibilité permanente et la force de proposition.

Ainsi, la séance a-t-elle permis d'échanger avec la délégation togolaise sur la plus-value que le secteur agricole a pu avoir avec un principe de gouvernance participative basée entre autres sur la responsabilisation des acteurs selon leur mandat. Au terme des échanges, la délégation togolaise a pu se rendre compte de la concordance et la complémentarité logique des informations notées depuis les premières séances, ce qui caractérise leur véracité. Elle a avoué être impressionnée par le niveau d'organisation des acteurs non étatiques au Bénin notamment celui de la société civile à travers la PASCiB.

Dans le cadre de cette visite d'échange, la délégation togolaise est allée s'enquérir de la stratégie d'action au sein de la PNOPPA. A ce niveau, la délégation, dans la même approche méthodologique, a échangé avec le Secrétaire Permanent de la structure. Le Secrétaire Permanent de la PNOPPA

a exposé le rôle que les producteurs jouent pour nourrir la population

urbaine qui elle ne produit pas mais qui doit manger trois fois par jours. Ensuite, il a souligné le rôle que la PNOPPA joue aux côtés de la PASCiB pour que la voix des petits producteurs puisse porter. Son exposé a suscité chez la délégation togolaise la préoccupation majeure liée au foncier et à l'accès aux marchés des produits issus des exploitations familiales

agricoles. La question de l'amélioration des revenus des petits producteurs a été également au centre des préoccupations. Ces préoccupations ont amené le représentant de la PNOPPA à expliquer le fonctionnement de la structure et la veille permanente qu'elle fait pour la défense des intérêts socioéconomique des petits producteurs avec l'appui de la PASCiB dont elle est membre.

Pour comprendre et capitaliser les expériences de collaboration entre la PASCiB et l'INRAB, la délégation togolaise s'est rendue au siège de l'INRAB. Le DG INRAB, le Dr Patrice ADEGBOLA, assisté par ses collaborateurs, a pu répondre aux diverses préoccupations des hôtes. Aussi, a-t-il souligné que c'est grâce aux plaidoyers de la PASCiB que l'INRAB a acquis beaucoup de choses. La PASCiB a toujours répondu présente aux invitations de l'INRAB, en participant, en contribuant et même en s'impliquant particulièrement dans l'atteinte des objectifs», a noté le DG.

La visite d'un champ qui applique la technologie de sachet polyéthylène biodégradable a complété la séance à l'INRAB. La délégation togolaise a eu par cette visite de champ, l'occasion de poser avec satisfaction, plusieurs questions d'ordre technique et économique pour mieux comprendre la pertinence et l'importance de la technologie.

Une Séance de travail avec le CNS-Maïs a permis à la délégation de comprendre la vision du Bénin de mettre en place cette structure et les objectifs qui sous-tendent le fonctionnement de ce centre. Là aussi, le Directeur du Centre, entouré de son équipe, a abordé la collaboration de la PASCiB avec le centre en soulignant les axes stratégiques qui caractérisent

cette collaboration et qui sont essentiellement la veille et contrôle citoyen ; les plaidoyers auprès des autorités à tous les niveaux pour la reconnaissance du CNS-Maïs comme instrument de développement et

d'intégration sous régional et les démarches en vue de trouver des solutions à des blocages de dossiers et à des mésententes entre la coordination du PPAO et la direction du CNS-Maïs.

La délégation togolaise, au cours de son séjour, a fait une descente au siège de la plateforme d'innovation riz dans l'Ouémé où elle a eu une séance de travail avec les acteurs de cette structure. Dans le même style que les séances précédentes, les échanges avec la Plateforme d'innovation riz ont porté sur l'historique de la création de la Plateforme en passant par sa mission, son statut juridique, son mode de fonctionnement et ses principales réalisations ont été exposés. A cela s'est ajouté le rôle prépondérant que joue la PASCiB dans le secteur agricole à travers la veille citoyenne, sa contribution substantielle pour l'obtention de la phase additionnelle du ProCAD, la qualité de sa représentativité. Il faut signaler que cette étape des visites a plus focalisé l'attention sur les relations ETDESOP qui a été le centre d'intérêt le plus préoccupant pour la délégation. Les togolais ont témoigné avoir beaucoup appris de l'organisation et des facteurs de succès des ESOP au Bénin.

A l'issu de ces différentes séances de travail et de visites de sites, la délégation de la COSESC a efficacement échangé avec tous les groupes cibles identifiés et a appris de l'expérience du Bénin sur les interventions du PPAO-Bénin d'une part et de la PASCiB d'autre part, a dit le Président de COSEC TOGO. Il a aussi exprimé la satisfaction de toute la délégation pour cette mission sur le Bénin et a félicité la PASCiB qui a su faire un travail de longue haleine et ce avec patience pour atteindre le niveau où elle se trouve actuellement dans ses actions sur le plan national.

Conseillant ses hôtes en fin de mission, le président de la PASCiB, fort des expériences du Bénin, leur a suggéré de savoir s'imposer sur le terrain à travers la détermination et la pose d'actes concrets débouchant sur des résultats probants. Également, ne doivent-ils pas hésiter à dénoncer ou à décourager des faits ou actions qui impactent négativement l'évolution de leurs objectifs. Le Président de la PASCiB a fait savoir que l'appui de la PASCiB pour les OSC du Togo réside dans la formation et la fourniture d'astuces, des expériences, des leçons que capitalisées après de longues années d'expériences.

# ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT LÉOPOLD LOKOSSOU DE LA PNOPPA

## «L'objectif final des projets de ProCAD, c'est la réduction de la pauvreté...»

**L**e Président de la Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin (PNOPPA-Bénin), Monsieur Léopold Lokossou reconnaît que l'objectif final des projets de ProCAD, c'est la réduction de la pauvreté au Bénin. Et pour lui, contrairement aux projets passés de la Banque mondiale, le Pro-CAD est plus inclusif.

**De quoi aviez-vous bénéficié concrètement avec le ProCAD ?**

La PNOPPA et ses organisations membres sont les principales bénéficiaires de la mise en œuvre des activités des projets du ProCAD. A ce titre, la PNOPPA et ses OP faitières ont bénéficié du renforcement de capacité et de l'appui à la structuration des acteurs des filières anacarde, ananas et pisciculture.

Cette structuration a conduit à la mise en place des interprofessions au niveau de ses filières. En outre, la PNOPPA a bénéficié d'équipements et de matériels roulants de la part du ProCAD. Ces différents appuis ont permis à la Plateforme d'améliorer significativement ses capacités d'intervention au profit de ses membres.

Un autre appui de taille dont les producteurs et leurs organisations ont bénéficié dans cadre des projets du ProCAD, c'est le financement des microprojets. Ces différents appuis ont permis d'améliorer la productivité des exploitations familiales agricoles.

**Que pensez-vous qu'il faut améliorer pour vous faciliter la tâche si vous devriez postuler pour les nouveaux financements ?**

Les producteurs éprouvent dans notre pays de réels besoins de financement. Pour faciliter davantage l'accès au financement aux producteurs, je pense que le délai pour le dépôt des dossiers de microprojets doit être plus long. En effet aussi bien pour le premier appel comme pour le deuxième appel à

proposition pour les fonds de PADA, la principale doléance des producteurs est relative au délai. C'est pour cela que la PNOPPA était obligée de plaider chaque fois pour une prorogation qui a été favorablement acceptée par le ProCAD.

Aussi convient-il dans le cadre des futurs appels à propositions d'accorder une attention particulière aux besoins de services qui ne sont pas localement disponibles au niveau des chaînes de valeur. Enfin, vu les besoins en matière de financement des divers acteurs, je plaide pour une augmentation sensible de la cagnotte.

**Pensez-vous que ce projet peut contribuer à la réduction de la pauvreté ?**

L'objectif final des projets de ProCAD, c'est la réduction de la pauvreté dans notre pays. Il faut reconnaître que contrairement aux projets passés de la Banque mondiale, le ProCAD est plus inclusif. Ce ne sont pas des projets pilotés du haut vers les producteurs ou les acteurs des chaînes de valeur. Les organisations de producteurs ont des représentants qui siègent au niveau de tous les organes de pilotage de même que des représentants de la société civile. Il s'agit d'une avancée que nous saluons parce que cela nous permet d'influencer les orientations et d'apporter notre contribution à la mise en œuvre et au suivi des actions réalisées sur le terrain.

**En ce qui concerne les interprofessions, quelle appréciation faites-vous de leur marche ?**



Les interprofessions sont nécessaires pour la promotion des filières. C'est pour cela que la PNOPPA a soutenu franchement la mise en place des interprofessions. Cependant nous devons reconnaître qu'elles sont encore jeunes et pour cela, je plaide pour que le ProCAD travaille à renforcer les capacités techniques de ces organisations et les accompagne pour la mise en place d'une bonne stratégie de mobilisation de ressources propres.

Ainsi les organisations interprofessionnelles seront à même de contribuer véritablement au développement des filières dans notre pays.

**Si on vous demandait un souhait par rapport au ProCAD ?**

Au Bénin, nous sommes encore entrain d'exécuter le PPAO par contre d'autres pays de la sous-région ont bouclé ce cycle pour être aujourd'hui entrain d'exécuter le Programme de Transformation de l'Agriculture en Afrique de l'Ouest (PTAAO) avec des ressources plus conséquentes. C'est à cela que nous aussi nous devons y travailler. Par rapport au PADA, nous devons œuvrer pour que la seconde phase devienne une réalité compte tenu des résultats que nous avons obtenus.

# BÉNÉFICES DU PADA

## Joseph KOUTCHIKA exprime sa fierté

**L**e Coordonnateur du Conseil de Concertation des Riziculteurs du Bénin (CCR-B), le Socio-Anthropologue du Développement, Joseph KOUTCHIKA donne une appréciation satisfaisante des appuis reçus et qui ont permis de réaliser du concret à travers son témoignage.

Le CCR-B est une organisation professionnelle qui travaille dans le secteur du riz. C'est la faitière nationale des organisations de producteurs de riz qui compte en son sein six unions régionales (les anciens découpages de départements). Le ProCAD est un programme avec lequel nous travaillons depuis quelques années à travers le projet PADA. Au cours de la phase initiale du PADA, nous avons bénéficié des appuis de plusieurs ordres notamment en matière de production et de renforcement de capacité des producteurs sur les innovations techniques qu'est le système de la riziculture intensive appelé SRI.

Des encadreurs ont été formés pour la démultiplication de cette formation sur le terrain. Le projet a eu à faire des interventions au niveau des riziculteurs à travers les anciens CARDER et les secteurs communaux de développement agricole. En dehors de ces interventions, nous avons été mandatés à accompagner, par de micros projets, 2000 producteurs en 2016. En dehors de cet accompagnement lié à la production, nous avons bénéficié des appuis pour effectuer des missions de sensibilisation des producteurs aux fins d'exploiter les périmètres aménagés à leur En effet, le PADA initial avait aménagé ou réhabilité environ 11500 hectares de bas-fonds. Pour la bonne exploitation de ces sites aménagés, le CCR-B avait été mandaté pour sensibiliser les producteurs à une bonne utilisation des infrastructures d'aménagement.

Avec le PADA, nous avons connu en 2014 un événement inédit. La production rizicole a connu un pic.

C'était du jamais vu au Bénin car les dans les années 2005 et 2011, la production avoisinait respectivement 80.000 et 150.000 tonnes. Mais en 2014, grâce à ce projet, le Bénin a se de sa rapide rentabilité.

L'appui du PADA a également ciblé en fin 2014 l'organisation de la deuxième édition de la foire nationale rizicole au

Bénin ; les visites d'échanges entre les producteurs des diverses régions du Bénin puis des élus du conseil d'administration vers d'autres pays de la sous-région que sont le Niger, le Burkina-Faso et le Togo pour apprendre ce que les autres savent faire mieux que nous. A cet effet, c'est au Niger que nous avons été sidérés en matière d'organisation des producteurs. Cette faitière étaient en contrat avec l'État nigérien pour la production et la mise au marché du riz paddy. Il faut dire que de par ce que nous avons vu, la fédération nationale des organisations de producteurs de riz du Niger est une organisation assez forte qui lève, chaque année, auprès des banques, des milliards.

Cette expérience nigérienne nous a amené à créer, en février de cette année, un bras économique à notre organisation qui s'est révélée fébrile par rapport à son autonomie financière.

Nous pensons que le ProCAD, à travers la phase additionnelle du PADA, va continuer son accompagnement. Et c'est déjà heureux pour nous au CCR-B qu'il y a quelques semaines, le PADA nous a octroyé un financement pour la mise en relation d'affaire de la coopérative de service du CCR-B à travers tous démembrements que



sont les unions régionales avec les entreprises de transformation. C'est un contrat d'achat de 1000 tonnes de riz paddy signé entre la coopérative de service du CCR-B et le CNTRB.

C'est un bon début pour ce financement additionnel de PADA. Ce qui est souhaitable en termes de recommandation, c'est que le ProCAD, à travers le PADA, puisse aider le CCR-B à mobiliser les ressources financières nécessaires auprès des institutions financières de la place pour honorer ce contrat qui est un premier au Bénin car c'est pour la première fois que des organisations, au niveau macro, s'entendent pour signer des contrats entre elles. Certes c'est grâce à PADA que nous avons débuté cette initiative mais il faille que nous ne nous arrêtions pas en si bon chemin. Pour ce qui est des appuis en renforcement des innovations techniques, une formation a été initiée pour mi-septembre 2018. Pour finir, je dis que le CCR-B compte sur le PADA phase additionnelle pour contribuer à nourrir effectivement les béninois avec le riz produit au Bénin.

# **PASciB**

**BULLETIN DE LA PLATEFORME DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ  
CIVILE AU BENIN POUR LE CONTRÔLE CITOYEN DE L'ACTION  
PUBLIQUE DANS LE SECTEUR AGRICOLE**



**Ce bulletin a été publié par la PASCiB avec l'appui  
financier de la Banque Mondiale à travers le ProCAD**

**04 BP 1119 Cotonou, lot 1657A**

**Quartier Aïbatin 2, rue opposée à celle de l'Hôtel**

**AKWABA - Tél. : (229) 21 30 10 89 – E-mail : [pascib\\_benin@yahoo.fr](mailto:pascib_benin@yahoo.fr)**